

Sur les rayons

Demeurer loyal : la social-démocratie au Québec et en Saskatchewan, de David McGrane, Presses de l'Université McGill-Queen's University, Montréal et Kingston, 373p.

David McGrane est l'auteur d'un ouvrage ambitieux sur la social-démocratie en Saskatchewan et au Québec. Sa thèse est que les gouvernements du CCF-NPD et du PQ étaient sociaux-démocratiques dans le sens traditionnel sous le règne de premiers ministres comme Tommy Douglas et Allan Blakeney, en Saskatchewan, et René Lévesque et Jacques Parizeau, au Québec. McGrane croit que les gouvernements subséquents ont évolué vers la troisième voie de la social-démocratie sous le règne d'autres premiers ministres, notamment Roy Romanow et Lorne Calvert, en Saskatchewan, et Bernard Landry et Pauline Marois, au Québec.

Professeur agrégé en études politiques au St. Thomas More College de l'Université de la Saskatchewan, McGrane construit un modèle complexe sur lequel il fonde sa thèse. Il définit des idéologies qui comprennent la social-démocratie traditionnelle et la troisième voie, et il les compare à sa définition du néolibéralisme. McGrane déclare que les partisans des deux formes de social-démocratie se préoccupent principalement de l'inégalité économique inhérente dans un capitalisme débridé, tandis que les partisans du néolibéralisme se tracassent à propos de l'État providence et de l'intervention publique excessive dans l'économie. Prenons par exemple le premier ministre de l'Ontario, Mike Harris, qui, après son élection, est entré dans le moule néolibéral lorsqu'il a réduit les impôts, privatisé des organismes publics, mis sur pied des programmes de travail obligatoire et réduit radicalement les taux d'assurance-emploi.

McGrane estime que les sociaux-démocrates traditionnels s'intéressaient surtout aux programmes sociaux universels et qu'ils utilisaient les impôts progressifs et les recettes en redevances provenant des ressources pour aider à payer ces programmes. Prenons l'exemple du système de soins de santé universel au Canada, mis sur pied par le CCF en Saskatchewan, en 1962. Le gouvernement Douglas a également instauré des sociétés de la Couronne dans les domaines de l'assurance automobile, du téléphone, de l'électricité et de la distribution de gaz. De son côté, le premier ministre Allan Blakeney a adopté une approche énergique pour diriger le secteur public vers le développement des ressources, principalement par l'intermédiaire de partenariat entre les sociétés de la Couronne et des partenaires du secteur privé. Blakeney a consciemment



utilisé des revenus des sociétés de la Couronne, de même que les recettes découlant d'une augmentation des loyers sur les ressources, pour payer des programmes comme l'assurance-médicaments provinciale et le programme des soins dentaires pour enfants dans les écoles.

Sous Lévesque, le PQ a créé plusieurs nouvelles entreprises publiques et fait acheter à la Caisse de dépôt, qui gère les régimes publics de pension au Québec, des actions dans des entreprises francophones pour aider ces dernières à étendre et à consolider leurs activités. Le programme universel de garde d'enfants, clairement le plus généreux au Canada, a été lancé en 1997 par Pauline Marois, alors ministre du cabinet du PQ.

McGrane déclare que dans les années 1990 et suivantes, les gouvernements du NPD et du PQ ont été forcés par le fil des événements, notamment la mondialisation et les accords de libre-échange, à se réorienter vers la droite, ce qui a eu pour effet de réduire le spectre politique. Il affirme que ces sociaux-démocrates de la troisième voie se sentaient plus à l'aise avec le capitalisme de marché et le secteur privé que leurs prédécesseurs. Ils ont également réduit les impôts, allégé les exigences en matière de

réglementation et de surveillance, et ciblé certains programmes sociaux au lieu d'adhérer à l'universalité. Il estime, cependant, que les leaders du NPD et du PQ sont demeurés de fervents défenseurs des principes de base de la social-démocratie. McGrane ajoute que si l'on compare ces politiciens avec des premiers ministres comme Ralph Klein et Mike Harris, on constate bien plus de différences que de chevauchements.

Il semble exagéré, par contre, d'aller jusqu'à inclure des politiciens comme Lucien Bouchard dans le mouvement social-démocratique. Bouchard avait servi sous le gouvernement de Brian Mulroney avant de lancer le Bloc Québécois et de revenir dans sa province natale pour être élu premier ministre. McGrane soutient, sans toutefois convaincre selon moi, que Bouchard a été forcé de coopérer avec un nombre important de ministres sociaux-démocratiques provenant de l'ère Parizeau. Dans les faits, il faut aussi se demander si, historiquement, le PQ a principalement été un parti séparatiste ou social-démocratique. McGrane répond que le PQ a été aussi bien l'un que l'autre, mais selon moi, le séparatisme a pris le dessus sur la social-démocratie.

Je salue l'érudition de McGrane, mais la structure complexe de son ouvrage le rend très dense. J'ai également constaté de nombreuses répétitions, notamment des phrases identiques dans divers chapitres. Une bonne révision aurait permis d'éliminer ces maladroites. McGrane nous donne tout de même matière à réflexion et il montre que la social-démocratie a grandement contribué à la société et à l'intérêt collectif en Saskatchewan, au Québec et au Canada.

Dennis Gruending

Auteur, blogueur et également un ex-parlementaire de la Saskatchewan.

Brave New Canada: Meeting the Challenge of a Changing World, par Derek H. Burney et Fen Osler Hampson, Presse de l'Université McGill-Queen, Canada, 2014, 218 p.

Participer à des événements internationaux, ratifier des traités multilatéraux, veiller au développement économique et réagir aux problèmes et aux crises à l'échelle mondiale : autant d'activités qui constituent la politique étrangère d'un pays. L'équilibre entre les retombées positives et négatives de chaque initiative est parfois bien fragile, mais il est encore plus difficile de voir clairement certains des avantages de la diplomatie. Avec la multiplication des liens entre les pays du monde, on comprend plus difficilement de quelle façon une action ou un partenariat peut contribuer à long terme à la croissance et à la stabilité économique d'un pays. Le

Canada, de par sa taille moyenne, est habitué d'utiliser son adhésion à divers organismes internationaux pour exercer une influence active sur les enjeux internationaux. Toutefois, depuis que les conservateurs du premier ministre Stephen Harper sont arrivés au pouvoir, le gouvernement a quelque peu délaissé son approche libérale ou multilatérale et il a plutôt tendance à évaluer les situations au cas par cas, en se fondant sur les valeurs et les intérêts du Canada.

L'ouvrage *Brave New Canada: Meeting the Challenge of a Changing World* s'inspire de la position de Harper en matière de politique étrangère, affirmée et mue par des impératifs économiques. Comme le gouvernement actuel, les auteurs sont d'avis qu'il est essentiel de faire le lien entre les accords économiques et les préoccupations en matière de sécurité. La fusion de l'Agence canadienne de développement internationale (ACDI) et du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI), en 2013, illustre bien ce changement de mentalité. Destiné à un lectorat profane qui s'intéresse à la politique internationale, l'ouvrage fait, dans chacun de ses chapitres, un survol des thèmes abordés avant de les analyser en profondeur. Le livre est conçu pour susciter des réactions et non pour expliquer de façon détaillée les changements à apporter à notre politique étrangère. Il appuie la transition de l'institutionnalisme libéral à la diplomatie économique, dans le cadre de laquelle le Canada établit des relations avec les pays qui servent le mieux ses intérêts économiques. C'est donc pourquoi, tandis que la puissance de l'Asie continue de croître, le Canada doit formuler sa politique économique de façon à tirer profit du développement économique de ce continent.

Les deux auteurs possèdent de vastes connaissances sur les intérêts internationaux du Canada. M. Burney est un ancien ambassadeur canadien à Washington et chef du personnel de Brian Mulroney. De plus, il a dirigé la transition gouvernementale pour Stephen Harper en 2006. M. Hampson enseigne les affaires internationales à l'Université Carleton et il est le directeur du Programme de sécurité mondiale du Centre pour l'innovation dans la gouvernance à Waterloo. Il est également un expert de la politique étrangère canadienne. En 2012, les auteurs ont coécrit le rapport *Winning in a Changing World*, par la suite transmis au premier ministre. L'ouvrage *Brave New Canada: Meeting the Challenge of a Changing World* semble être la suite de ce rapport, puisqu'il s'attaque encore aux défis que le Canada doit relever pour conserver sa réputation internationale de pays compétitif et riche.

À partir d'un examen exhaustif des événements politiques récents et des organisations internationales auxquelles adhère le Canada, les auteurs développent habilement leur raisonnement. En plus d'analyser le



rôle que joueront les organismes internationaux et le secteur privé contemporain dans l'avenir du Canada, les auteurs examinent également les relations économiques actuelles du pays avec le reste du monde, et surtout avec les États-Unis. Ils évaluent de façon critique la nécessité d'établir des relations plus solides avec d'autres pays moins conventionnels. L'un des chapitres contient un sommaire des relations actuelles du Canada avec certains de ces derniers, ainsi qu'une liste de moyens pour développer davantage ses relations économiques avec chacun d'eux. Cependant, les auteurs auraient pu définir de façon plus précise les initiatives et les politiques qui permettraient au Canada de bâtir des partenariats économiques et diplomatiques plus complets. Par exemple, de nombreux experts des affaires étrangères s'entendent pour dire que malgré la signature, en septembre 2014, de l'Accord sur la promotion et la protection des investissements étrangers (APIE) entre la Chine et le Canada, ce dernier doit accorder davantage d'importance aux relations diplomatiques bilatérales, mises à rude épreuve au cours des dix dernières années.

Lorsque MM. Burney et Hampson écrivent que le gouvernement devra décider s'il veut « joindre le geste à la parole » en matière de diversification et s'il a sérieusement l'intention d'élargir ses liens économiques au-delà des marchés traditionnels en déclin que sont les É.U. et l'UE (p.49), leur ton est confiant, assuré et convaincant. Les auteurs prétendent que le Canada doit s'engager de façon plus pressée avec les marchés émergents, surtout l'Asie, l'Amérique latine et l'Europe. Leur argumentation se fonde sur une évaluation prudente des aspects multi-dimensionnels d'une dynamique internationale complexe. En outre, les auteurs estiment que la seule façon pour le Canada de conserver l'influence que lui procure son appartenance à divers organismes internationaux est de choisir avec soin d'adhérer à ceux qui s'alignent le mieux sur ses intérêts. Bref, ils concluent leur analyse en formulant une recommandation, soit l'adoption d'une troisième option. Il s'agit d'une combinaison de la première option, soit une relation plus étroite avec les États-Unis, et de la deuxième option, une diversification de l'économie par la création de liens avec d'autres partenaires servant mieux les intérêts canadiens que les États-Unis. La troisième option signifie donc de demeurer près de nos voisins du Sud tout en tendant la main à d'autres économies et en intensifiant notre participation à des initiatives internationales en harmonie avec les intérêts et les valeurs du Canada.

Le livre *Brave New Canada: Meeting the Challenge of a Changing World* présente une analyse bien rédigée et un examen réfléchi des principaux facteurs qui influencent la politique étrangère du Canada. Il se distingue en donnant de l'information sur divers aspects de la réalité socioéconomique et de la position internationale du Canada. Cependant, mentionnons que l'ouvrage a été écrit pour appuyer le point de vue du gouvernement actuel. Bien que les auteurs aient formulé leurs recommandations après un examen minutieux de la position du Canada sur différents sujets comme le commerce international, la sécurité, les droits de la personne et le développement, leur objectif principal est de susciter des réactions chez les lecteurs et de défendre la nouvelle position stratégique que le Canada a adoptée en matière de politique étrangère dans le but d'appuyer efficacement la croissance et le développement économique du pays.

Rosette Gagnon-Bélanger

Candidate à la maîtrise (Affaires publiques et internationales)
Université d'Ottawa